



Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/88  
7 mars 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
Points 72 et 104 c) de la liste  
préliminaire\*

MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE, QUESTIONS RELATIVES  
AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS RELATIVES AUX DROITS DE  
L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

Lettre datée du 7 mars 1994, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que, depuis peu, les exactions commises par les Serbes contre la population albanaise du Kosovo se sont multipliées.

En effet, au cours des dernières semaines, les autorités serbes ont intensifié l'oppression de la population albanaise du Kosovo. Outre les actes de violence commis par la police dans le cadre d'une campagne de terreur quotidienne, sous le prétexte de rechercher des armes, les autorités serbes ont pris un certain nombre d'autres mesures draconiennes tendant à détruire une fois pour toutes les institutions culturelles albanaises.

A la fin de février, les autorités serbes qui exercent le pouvoir au Kosovo ont fermé l'Académie des sciences et des arts du Kosovo et mis les scellés sur le bâtiment. Malgré la réaction énergique mais pacifique des Albanais, ces autorités ont décidé de fermer cette institution scientifique et culturelle qui signifiait tant pour les Albanais.

Le 28 février 1994, les autorités serbes ont ordonné la fermeture de l'Institut d'albanologie (Institut d'études albanaises) de Pristina. Cet institut est le plus important centre de recherche sur l'héritage historique et ethnique albanais.

Mon pays attache une grande importance au fonctionnement de ces deux institutions pour la protection et la promotion de l'héritage albanais. La fermeture de l'Académie des sciences et des arts du Kosovo et les mesures prises pour fermer l'Institut d'albanologie de Pristina s'inscrivent dans le

---

\* A/49/50.

cadre de la campagne générale de terreur organisée par les Serbes contre les Albanais du Kosovo et constituent en quelque sorte un acte "génocide" à l'encontre de la culture albanaise.

Un autre Albanais innocent a été tué par les forces militaires serbes, preuve manifeste de cette campagne implacable de violence systématique qui fait de plus en plus de morts parmi les Albanais victimes de la domination serbe au Kosovo. Lundi dernier, des militaires serbes ont tué Selman Pajazit Daci, au Han d'Elez, village situé près de la frontière entre le Kosovo et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Aucune explication n'a été donnée par les autorités militaires. De tels actes de violence ne font qu'aggraver la situation de plus en plus tendue qui règne au Kosovo depuis 1989. Ce meurtre survient à un moment où d'importants mouvements de l'armée serbe, équipée notamment d'artillerie lourde, auraient lieu, selon certains observateurs, dans divers districts du Kosovo, notamment à proximité de Pristina, la capitale du Kosovo.

Le 28 février, la police serbe a organisé deux importantes expéditions punitives dans le district de Skenderaj. Le matin, une vingtaine de policiers serbes ont fait une descente dans la maison d'Ismet Veliqi, originaire du village de Polac. M. Veliqi, ancien officier de l'armée, a ensuite été arrêté. Dans le village de Baks (district de Skenderaj), une unité de la police serbe composée de 30 policiers a fait une descente dans la maison d'Avdi Behrani, ancien commandant en chef de la police du district de Skenderaj et, après avoir fouillé la maison de fond en comble, a arrêté M. Behrani.

Les expéditions policières organisées pour "rechercher des armes" ou la prétendue "campagne de la collecte d'armes" n'ont pas cessé depuis décembre 1992. Au cours de ces expéditions, des centaines de foyers albanais ont été perquisitionnés; quelque 3 400 Albanais ont directement souffert des sévices exercés par la police, la plupart d'entre eux ayant été sauvagement battus et maltraités par la police serbe, et bon nombre d'entre eux ont été emprisonnés. Dans nombre de cas, la police a demandé aux membres de la famille d'évacuer leur maison et de quitter le Kosovo sous peine d'être exterminés.

Les persécutions politiques dont les Albanais militant en faveur des droits politiques et des droits de l'homme sont victimes ont atteint leur point culminant le 23 février, lorsque le tribunal du district de Pristina, entièrement aux ordres des Serbes, a mené à terme le procès politique intenté à 19 Albanais accusés d'"activités hostiles" et a prononcé des peines d'emprisonnement allant de 1 à 10 ans. Le procès a duré longtemps et a été caractérisé par de graves vices de procédure, notamment le recours à la torture contre les accusés.

Depuis que les autorités serbes ont expulsé les observateurs de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) du Kosovo, la situation n'a fait que se détériorer. La situation explosive qui règne au Kosovo risque très sérieusement d'être l'amorce d'hostilités, qui, à leur tour pourraient provoquer un large conflit dans les Balkans. Dans ces conditions, il est indispensable de mener immédiatement une enquête sur la situation dangereuse qui règne au Kosovo et d'y établir une présence des Nations Unies. C'est pourquoi j'appelle votre attention sur la situation au Kosovo et vous prie de

/...

prendre les mesures nécessaires pour que l'Organisation des Nations Unies puisse sans retard maîtriser la situation au Kosovo qui ne fait que se détériorer afin d'empêcher une escalade de la violence et éviter ainsi qu'un conflit n'éclate dans cette région.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 72 et 104 c) de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Pellumb KULLA

-----